

ÉDITORIAL
FRANÇOIS-XAVIER
LEFEVRE

La Wallonie gère l'après-Publifin

Le retour du b.a.-ba politique

Le gouvernement wallon a dévoilé ses mesures destinées à renforcer la gouvernance dans la gestion des organismes publics wallons. L'équipe PS-cdH a choisi le modèle nordique en prônant la transparence totale dans les rémunérations des élus et des non-élus exerçant un mandat dans une société publique. Le scandale Publifin a malheureusement démontré qu'il fallait en arriver là. Le système était dévoyé. Il manquait les coupe-feu indispensables pour éviter que certaines personnes sans scrupule puissent continuer à contourner les règles en accumulant des rémunérations indécentes ou en faisant fi du droit de regard de leurs actionnaires communaux dans la gestion de leurs affaires au sein d'une intercommunale. En court-circuitant le système, c'est toute la classe politique qui en subit les conséquences.

Pourquoi s'en réjouir? La transparence, le contrôle par les élus, ce sont les socles de la politique.

Mais au-delà du scandale dans les comités de secteur, du salaire de Stéphane Moreau & Cie, des positions hautaines d'André Gilles au Parlement et de l'évitement de la norme, l'affaire Publifin est sur-

tout un rappel à l'ordre pour le monde politique. La gestion de la chose publique ne peut être une affaire de caste aux mains de

quelques individus avides de pouvoir. Au même titre que la fonction publique ne peut se concevoir comme un lucre.

Le gouvernement wallon replace aujourd'hui la culture du débat au cœur du processus décisionnel dans les intercommunales. Chaque élu siégeant dans un organisme public pour le compte de sa commune devra rendre des comptes à sa Ville. Le pouvoir des mandataires publics sur les décisions stratégiques des intercommunales est aussi renforcé. Les responsables des intercommunales devront eux apprendre à mieux consulter leurs actionnaires.

Le citoyen a également un rôle à jouer en s'invitant dans le débat au sein des intercommunales.

Mais pourquoi s'en réjouir? Certains l'ont-ils oublié? La transparence, le contrôle par les élus, le droit de regard des citoyens, ce sont pourtant les socles de la politique.